

La lettre

des élus Front de Gauche de Montfermeil

FRONT
DE GAUCHE



**Olivier
D'Henry**
Conseiller
municipal



**Angélique
Planet-Ledieu**
Conseillère
municipale



**Christian
Brickx**
Conseiller
municipal



**Dominique
Dellac**
Conseillère
départementale

Construire une vraie ville

Montfermeil est en travaux. La rénovation urbaine des Bosquets, l'arrivée prochaine du Tramway et demain du métro Grand Paris Express transforment notre ville. Remercions l'Etat (Agence nationale pour la rénovation urbaine), la Région et le Département qui, pour l'essentiel et depuis des années, financent ces travaux et les équipements qui les accompagnent : école, stade et gymnase Henri-Vidal, salle polyvalente. Bien sûr, le maire tente de mettre ces réalisations à son crédit en vue des prochaines élections municipales. Une véritable opération d'enfumage politicienne est engagée, notamment dans le magazine municipal.

Pourtant, plutôt que d'accompagner ces réalisations par l'implantation d'activités économiques ; plutôt que d'utiliser le désenclavement en cours de notre ville pour favoriser l'emploi et la formation à Montfermeil, il sacrifie tous les terrains disponibles pour des opérations immobilières. Comment fera-t-on pour implanter un lycée, une piscine ou une salle de spectacle, si tous les grands terrains propriété de la ville sont vendus à des promoteurs immobiliers ? Le Monopoly auquel se livre notre maire condamne ainsi notre ville, pour des décennies, à n'être qu'une ville dortoir privée d'activités et des équipements indispensables pour une commune de 30 000 habitants. **Ce « tout logement » est une véritable catastrophe pour l'avenir de Montfermeil.**

Le « tout béton » n'est plus de mise. La vision du maire est à courte vue. A l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique, une politique d'urbanisme soucieuse de l'avenir doit rechercher l'équilibre entre l'habitat, l'emploi, la formation, les loisirs, les commerces, les espaces naturels... afin d'éviter les déplacements si

nuisibles à l'avenir de notre planète et si préjudiciables à la vie quotidienne des Montfermeillois.

Il ne suffit pas d'encourager la permaculture et les diagnostics thermiques, aussi utiles soient-ils, pour s'exonérer de choix environnementaux essentiels.

Pour construire une ville équilibrée, l'emploi et la formation doivent devenir des priorités municipales. Il ne suffit pas de se satisfaire du désenclavement si c'est pour aller travailler, se former, se distraire, se cultiver ailleurs... Le désenclavement doit aussi être un outil pour que Montfermeil devienne une vraie ville. ■

Olivier D'Henry

Borloo à la poubelle !

Les élus et tous les acteurs sociaux, culturels, sportifs agissant dans les quartiers dits « sensibles » avaient mis beaucoup d'espoir dans la mission de Jean-Louis Borloo. Ensemble, ils avaient élaboré des propositions... que le Président de la République a mises à la poubelle avec mépris. Car, à l'en croire, « les pauvres coûtent un pognon de dingue ». Quoi d'étonnant pour un président formé chez les banquiers et au service des riches. Au conseil municipal, les élus Front de gauche ont proposé un vœu, adopté à l'unanimité, demandant au Président de la République de prendre en compte les propositions du rapport Borloo et de prévoir leur financement. ■

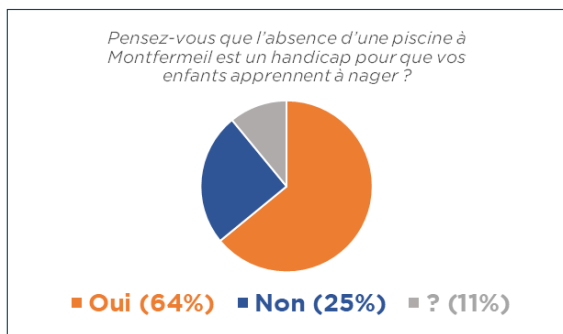
Les Montfermeillois ont droit à une piscine !

En Seine-Saint-Denis, un enfant sur deux ne sait pas nager en entrant en 6ème. Montfermeil n'échappe pas à cette triste statistique. Pourtant, savoir nager est une priorité nationale inscrite au programme de l'Education Nationale. Savoir nager n'est pas un luxe, mais une liberté et une sécurité vitale. Les noyades de l'été viennent de le rappeler. À Montfermeil, l'apprentissage de la natation dans le cadre scolaire est handicapé par l'absence d'une piscine. **Notre enquête auprès des parents d'élèves maternelle et primaire montre que ceux-ci considèrent cette absence comme préjudiciable pour leurs enfants.**

Malgré la sollicitation du Département, notre ville n'a pas jugé utile de s'inscrire dans le Plan Piscine départemental qui prévoit la construction de 4 piscines et la rénovation-extension de 17 piscines, assorties de 40 millions d'euros de financement.

Enquête auprès des parents d'élèves

Partisans de la démocratie participative et de l'intervention citoyenne, nous avons donné la parole aux parents d'élèves pour connaître leur appréciation sur la scolarité de leurs enfants. Plusieurs centaines ont répondu à notre questionnaire.



Parmi les souhaits des parents : revoir les tarifs de la restauration scolaire et des centres de loisirs en élargissant la grille de quotients familiaux et en commençant par la gratuité ; construire un 3ème collège, une piscine et un lycée à Montfermeil.

Accueil des migrants

Partout dans le monde, l'extrême droite progresse. En France, sous prétexte de « pression migratoire », un discours anti-migrant prospère pour en faire les boucs émissaires du chômage et des bas salaires... pendant que les plus riches s'enrichissent toujours plus. Heureusement, chaque jour des citoyens agissent pour que la France mérite son qualificatif de Patrie des droits de l'Homme. Nous vous invitons à signer le Manifeste pour l'accueil des migrants, et la pétition pour que l'Aquarius bénéficie d'un pavillon français lui permettant de poursuivre ses opérations de secours en Méditerranée. La Méditerranée doit cesser d'être un cimetière. ■

Dans le cadre des Jeux Olympiques 2024, le stade nautique comprendra 2 bassins d'échauffement démontables ayant vocation à être réimplanté, à moindre coût, dans des communes du département.

En conseil municipal, nous avons demandé au maire que Montfermeil se porte officiellement candidate pour étudier la faisabilité d'accueil de l'un de ces bassins. Les terrains disponibles propriété de la Ville existent pour cela. Réponse négative ! Il serait bon que notre maire entende enfin la voix des Montfermeillois.

Pour cela, nous avons lancé une pétition « Une piscine pour tous à Montfermeil » que vous pouvez signer sur le site : bit.ly/piscinemontfermeil ■

Angélique Planet-Ledieu

Fort de Vaujours, à vol d'oiseau

Carrière à ciel ouvert, poussières, qualité des eaux souterraines : autant de questions posées lors du débat public à Vaujours concernant le devenir de l'ancien fort militaire. Placoplatre a racheté ce site lourdement pollué pour y exploiter une carrière de gypse à ciel ouvert. Pollutions radioactives, chimiques, aux explosifs et aux métaux lourds, conséquences des expérimentations menées par le CEA entre 1955 et 1997 dans le cadre des essais sur les détonateurs de la bombe atomique.

Nous exigeons le respect du principe de précaution et la levée, même partielle, du Secret Défense avant d'aller plus loin. Car même si le Maire de Montfermeil ne considère pas que les habitants sont concernés, à ce stade, les risques sanitaires et environnementaux ne sont pas mesurés et le Fort de Vaujours est à 1 km, à vol d'oiseau. Les conseillers municipaux du Front de Gauche ont à nouveau demandé que ce sujet soit à l'ordre du jour d'un prochain conseil municipal à Montfermeil. Dans le cadre de cette concertation, vous pouvez déposer votre avis : <https://www.fort-de-vaujours.fr/concertation/> ■

Un jeu dangereux

Le colonel Beltrame a mérité l'hommage de la nation. Que notre ville honore sa mémoire en lui consacrant un espace public reçoit notre entière approbation. Mais nous désapprouvons que la stèle érigée en sa mémoire porte l'inscription « assassiné par le terrorisme islamique ». En faisant cela, le maire a enrôlé le colonel Beltrame dans sa croisade anti islam. Une opération politicienne indécente et honteuse, qui instrumentalise le sacrifice de cet homme pour discréditer la communauté musulmane. En attisant les braises de la haine, le maire joue un jeu dangereux. ■

Le maire est un mauvais gestionnaire

Depuis des années, le maire s'entête dans une stratégie financière désastreuse. **Plutôt que d'avoir recours à l'emprunt, dont les taux sont historiquement bas, il préfère surimposer les Montfermeillois pour financer les investissements.** Chacun le sait, l'emprunt est une bonne politique pour étaler dans le temps le paiement de gros investissements et la réalisation d'équipements d'une durée de vie très longue, comme une salle de spectacle. Qui plus est, 25% des impôts locaux ne sont pas dépensés dans l'année. Un véritable bas de laine reporté d'année en année et jamais dépensé. **Une épargne inutile, alors que les Montfermeillois sont parmi les plus imposés du département.**

Néanmoins, cette année, il semblerait que le maire commence à prendre en compte nos critiques. Ainsi l'emprunt passerait à 14,4 millions, contre seulement 1 million en 2016 ! Les municipales approchant, le maire est soucieux de présenter un bilan positif !

Ce matelas mis en réserve porte préjudice aux Montfermeillois, car il entraîne une réduction des dotations de solidarité nationale et régionale. **Ainsi, en 2017, notre ville a perdu 939 000 euros, soit l'équivalent de 6% d'imposition locale.** Pour les Montfermeillois, c'est la double peine : des impôts trop élevés et des ressources communales en moins. Ces pertes de dotations de solidarité viennent s'ajouter aux réductions drastiques des dotations d'Etat aux collectivités locales. Une perte de 11 milliards entre 2015 et 2017. Et le président de la République a programmé une nouvelle réduction de 13 milliards durant son quinquennat, mettant ainsi en cause l'avenir du service public local et la capacité des communes à répondre aux besoins des habitants.

Il serait bon que Montfermeil fasse entendre sa voix dans le concert unanime des maires de France pour s'opposer à cette mise sous tutelle étatique des communes destinée à les contraindre à une politique d'austérité. ■

Christian Brickx

Droit aux vacances

Le droit aux vacances est encore un rêve pour de nombreuses familles. Sur sa proposition, Dominique Dellac a piloté la mise en œuvre expérimentale d'une aide départementale au départ en vacances. Grâce à cette initiative, onze familles de Montfermeil et Clichy, en majorité monoparentales, totalisant 42 adultes et enfants, ont pu partir cet été pour une semaine de vacances en pension complète en Vendée et bénéficier des activités culturelles, sportives et de loisirs offertes par le village vacances qui les hébergeait. ■

L'hôpital public en danger !

Doit-on considérer la santé comme une source de profits ? C'est la question posée aux hôpitaux publics depuis de trop nombreuses années : en 20 ans, la logique libérale a fait passer notre système de santé public du 1er rang mondial à la 24ème place. Et le budget hôpital 2018 a encore enregistré une réduction de 1,2 milliards €. Et celui de 2019 devrait encore baisser de 650 millions. C'est la qualité des soins qui est en jeu, en dépit des immenses efforts des personnels hospitaliers au service de la population.

L'hôpital de Montfermeil n'échappe pas à cette logique austéritaire. **Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales pointe un manque d'investissements estimé à 100 millions d'euros.**

En Angleterre, les coupes brutales dans le service de santé public et les services sociaux britanniques seraient à l'origine de 120 000 décès prématurés depuis 2010 et pourraient entraîner un « excédent » de près de 200 000 décès d'ici fin 2020. Est-ce que c'est ce que nous voulons en France ?

La relance de l'hôpital public est bien une priorité d'intérêt général. C'est particulièrement vrai dans notre département, où nombre d'habitants ne se soignent plus, faute de moyens. **Plutôt que de réduire sans cesse les coûts, dans une logique marchande de rentabilité, il est urgent au contraire d'investir massivement dans la qualité de nos établissements et dans les recrutements pour répondre aux besoins humains.** Le Plan Santé du gouvernement tourne le dos à ces impératifs. ■

Dominique Dellac



Construire le rassemblement

Avec seulement 24% des exprimés et 18% des inscrits au premier tour de la présidentielle et des sondages très défavorables, E. Macron ne dispose pas de l'appui d'une majorité de Français. **Pourtant, il entend imposer sa contre-révolution libérale au pas de charge.** Tout y passe : le code du travail, la santé publique, le logement social, l'université, les transports ferroviaires, la formation professionnelle, la Sécurité sociale, les retraites, les prestations des comités d'entreprises... Tout ce que les progressistes ont construit durant un siècle pour rendre la vie plus digne, plus juste, plus solidaire et moins dure aux plus pauvres. Ses « réformes » sont en fait des régressions sociales au service des milieux financiers et des plus riches.

Privée de soutien populaire, cette politique n'est possible que parce que les forces de gauche et de l'écologie sont désunies. A Montfermeil comme ailleurs, construire un rassemblement anti-Macron et pour une véritable transformation progressiste économique, sociale et écologique est urgent. Pour notre part, nous y sommes prêts. De même que nous sommes prêts à construire un autre avenir pour Montfermeil avec toutes les forces de gauche et de l'écologie de notre ville, avec tous les citoyens désireux de faire triompher les valeurs d'égalité, de fraternité, et d'humanité. ■

Olivier D'Henry

La Seine-Saint-Denis en colère

Un rapport d'enquête parlementaire sur l'évaluation des politiques publiques en Seine-Saint-Denis montre la ségrégation dont est victime notre département en matière de scolarité, de justice et de police. Les parlementaires de notre département réclament des mesures d'urgence pour rétablir l'égalité républicaine. Si de nombreux élus considèrent que l'État est coupable de non-assistance à territoire en danger, les députés LREM, dont Stéphane Testé, ont déclaré ne pas être « dans l'optique d'un bras de fer avec le gouvernement ». ■

Des associations en danger

Les associations constituent un élément majeur de notre démocratie participative. Leurs activités sont indispensables à la vie de la commune et de ses habitants. Aujourd'hui, de très nombreuses associations, y compris à Montfermeil, sont en grande difficulté. La suppression des emplois aidés a de graves répercussions pour nombre d'entre elles. Ajoutons qu'à Montfermeil, en plus, elles subissent souvent la volonté autocratique du maire de tout contrôler, au mépris du respect de l'indépendance associative. Certaines font même l'objet d'une véritable censure municipale. ■

Notre site

Pour une information locale citoyenne, utile, différente, engagée, ouverte, impertinente : montfermeilfrontdegauche.org

Et chaque mois une lettre électronique (pour la recevoir, s'inscrire sur le site).



Écologie ou greenwashing ?

Prendre son vélo, éteindre les lumières, recycler, trier ses déchets, consommer moins de plastique, faire son compost, faire pousser ses légumes en permaculture et même manger bio : autant d'initiatives louables, mais bien individuelles.

Dans une société du libéralisme et de l'individualisme, il est logique d'encourager les initiatives locales, individuelles ; et de créer de nouvelles inégalités en sanctionnant les individus par des taxes (comme pour les carburants) et des amendes.

Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montre qu'il y a urgence. **L'incendie dépasse les prévisions : le changement climatique c'est maintenant et dans des proportions inattendues !** Quel impact pour des initiatives individuelles quand les plus gros pollueurs ont les moyens, financiers et juridiques, pour contourner la loi, payer les taxes ou les amendes, polluer plus dans les pays en développement et faire du greenwashing ici ?

Il y a urgence à changer de système. À dépasser ce capitalisme qui exploite l'homme et la planète. Celui qui promeut le développement des bénéfiques au mépris du développement humain. Et cela ne peut être qu'une bataille collective et à grande échelle. Alors OUI aux initiatives individuelles, mais NON à la culpabilisation et à la punition, et VITE, une sortie du capitalisme ! **L'humain et la planète ont besoin d'air !** ■

Angélique Planet-Ledieu

Permanence

Dominique Dellac tient une permanence en mairie chaque mois.

Prendre rendez-vous : **01.43.93.93.95**

Être informé de son activité : dominique-dellac.org